

EDITO

Le 17 juillet, le président de la République s'est entretenu, à l'Elysée, avec le président de la Birmanie, M. Thein Sein, à l'occasion de la première visite en France d'un chef d'Etat birman.

Selon un communiqué de l'Elysée, François Hollande lui aurait demandé *"que toute la lumière soit faite sur les violences intercommunautaires récentes, afin que les responsables de celles-ci soient présentés à la justice"*. Il a exprimé *"la préoccupation de la France face à la persistance de conflits armés notamment dans l'Etat Kachin et la situation de la communauté Rohingya dans l'Arakan ainsi que par les violences de nature confessionnelle."*



S'il s'agit d'un premier pas significatif de la part de François Hollande, le passé de Thein Sein, son bilan après deux années à la présidence du pays ainsi que le fossé entre ses promesses et ses actions, devraient rendre le gouvernement français encore plus sceptique et l'amener à s'interroger davantage.

Les réformes mises en place par Thein Sein ont-elles été seulement consenties pour permettre au gouvernement d'échapper aux sanctions et à la pression internationale ? La communauté internationale n'est-elle pas en train de confondre processus de modernisation et processus de démocratisation ?

Quoi qu'il en soit, la visite de Thein Sein en France était principalement tournée vers les acteurs économiques. Son premier rendez-vous officiel sur le sol français était avec des représentants du MEDEF...

La stratégie du gouvernement birman semble fonctionner à merveille : la France s'intéresse de près au marché birman et a accepté d'effacer la moitié de la dette birmane. Madame Nicole Bricq, la Ministre déléguée au commerce extérieur, s'est rendue en Birmanie fin juillet, pour signer cet accord et renouer avec les échanges commerciaux et les investissements en Birmanie.

Ces éléments renforcent le sentiment que la France privilégie les intérêts économiques plutôt que de placer les droits de l'homme au cœur de son engagement.

La France devrait demander la mise en place d'une commission d'enquête internationale sur les abus perpétrés contre les Rohingyas et parvenir à un accord concret sur les questions relatives aux droits de l'homme.

Elle doit faire pression sur le gouvernement birman pour qu'il coopère avec les Nations Unies pour mettre fin aux violences sexuelles, libère tous les prisonniers politiques, engage un véritable dialogue pour instaurer une démocratie fédérale, réduise le budget militaire, fixe un calendrier pour l'abrogation de toutes les lois répressives et cesse d'utiliser des enfants soldats dans ses forces armées.

Inondations : 36 000 personnes déplacées dans les Etats d'Arakan , Mon et Karen

Plus de 30 000 personnes ont été évacuées dans l'est de la Birmanie ravagée par des inondations, a indiqué un responsable local le 31 juillet. Les pluies diluviennes des derniers jours affectent également la Thaïlande voisine.

Après plusieurs jours de pluie, le niveau de l'eau a augmenté de façon spectaculaire dans l'Etat Karen, à la frontière avec la Thaïlande, forçant des milliers de personnes à se réfugier dans 80 camps de fortune, a expliqué à l'AFP Chum Hre, un responsable du ministère de l'Action sociale et de l'Aide humanitaire.



Mise en service d'un gazoduc entre la Birmanie et la Chine

Un gazoduc controversé traversant la Birmanie a commencé dimanche à livrer du gaz à la Chine, permettant à Pékin de diversifier ses moyens d'acheminement de son énergie, a rapporté la presse officielle.



Ce gazoduc d'environ 800 km sur le territoire birman relie le port de Kyaukpyu, sur une île de la côte ouest du pays, à la ville frontalière chinoise de Ruili, dans la province du Yunnan (sud-ouest).

Un oléoduc parallèle au gazoduc devrait également être opérationnel bientôt, la China National Petroleum Corporation (CNPC) étant le principal maître d'ouvrage de ces deux chantiers.

Ces deux pipelines permettront notamment d'acheminer du pétrole brut du Moyen-Orient vers la Chine en évitant de passer par le très fréquenté détroit de Malacca, qui représente un détour et un risque du fait des pirates qui y croisent.

Les organisations de la société civile s'inquiètent des destructions environnementales liées au projet, de l'augmentation de la présence militaire, des violations des droits de l'homme associées, et de l'exclusion des groupes locaux et des communautés affectées. L'oléoduc engrangera des milliards de dollars de revenus pour le gouvernement birman, alors que très peu de gaz sera alloué à la consommation domestique.

Nicole Bricq veut multiplier par 10 les exportations à destination de la Birmanie d'ici 3 ans

Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur, s'est rendue en Birmanie les 30 et 31 août, accompagnée d'une quinzaine d'entreprises françaises sélectionnées par UBIFRANCE (PME et ETI). Pendant deux jours, ces entreprises ont bénéficié d'un programme personnalisé de rencontres d'affaires.

La rencontre de Nicole Bricq avec le ministre des finances birman et la signature d'un accord bilatéral, a

engagé la France à effacer la moitié de la dette birmane, soit 557 millions d'euros. Nicole Bricq a inauguré le 31 juillet, à Rangoun, le nouveau bureau UBIFRANCE afin de faciliter les relations économiques avec la Birmanie. Elle a ensuite déclaré qu'elle voulait multiplier par 10 les exportations à destination de la Birmanie d'ici 3 ans.

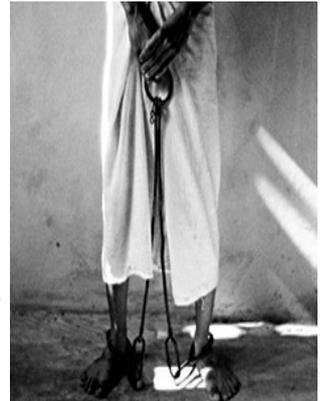
Enfin, lors de sa rencontre avec Aung San Suu Kyi, elle a insisté sur l'importance de la responsabilité sociale et environnementale pour les entreprises françaises. Elle a toutefois soutenu les actions des grands groupes français et notamment celles de l'entreprise Total, implantée depuis de longues années en Birmanie et responsable d'un des projets gaziers les plus controversés. Total est également soupçonné d'avoir enrichi la junte militaire à coup de millions d'euros, dont une très faible part aurait été utilisée au profit du peuple birman.

Les arrestations arbitraires et les condamnations continuent

Le 9 juillet 2013, le tribunal du canton de Shwebo a augmenté les peines de prison de trois activistes birmans, condamnés pour avoir participé activement à la campagne contre le très controversé projet de mine de cuivre de Letpadaung. U Maung San et U Ko Soe Thu resteront deux ans de plus derrière les barreaux et U Aung Soe a vu sa peine s'allonger de 10 ans.

Les autorités ont refusé de leur accorder les droits les plus fondamentaux, y compris le droit de ne pas être emprisonné arbitrairement et le droit de consulter un avocat. Juste avant leur dernière comparution au tribunal, ils ont finalement été autorisés à rencontrer un avocat, mais leur entretien a été écouté et photographié par les gardiens de prisons pour l'intimider.

Le 29 juillet 2013, Tomás Ojea Quintana, Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Birmanie, a déclaré *"je suis très inquiet de voir que les arrestations et les condamnations continuent"*. Pour Info Birmanie, *"Libérer des prisonniers politiques pour en envoyer d'autres en prison n'a aucun sens"*.



Le projet de loi sur la presse en contradiction avec les normes internationales

le 4 juillet 2013, la chambre basse du parlement birman a adopté le loi sur les entreprises d'imprimerie et de publication. le projet de loi ne respecte pas les normes internationales de protection de la presse. Le texte interdit par exemple toute critique de la Constitution birmane de 2008. Il prévoit également le maintien du système de licence pour la presse écrite, considéré comme un outil de dissuasion supplémentaire à disposition du ministère de l'Information.

Il s'agit d'un projet de loi très répressif qui n'inclue pas suffisamment les acteurs de l'information. La chambre haute a le devoir de refuser d'adopter cette loi.

"Nous arrivons vraisemblablement à un virage dans le processus de réformes engagé par le gouvernement en 2011, à l'issue duquel nous verrons ses réelles intentions. Ce dernier ne peut continuer indéfiniment de brandir les mesures qui ont été prises en 2012 pour justifier de sa bonne volonté, et essayer en même temps de rétablir son contrôle sur la presse." a déclaré Reporters Sans Frontières.